

*Les subsides*

l'ensemble des produits. Lorsqu'on se lance dans des négociations détaillées, par produit, nous sommes toujours désavantagés dans une proportion de 11 contre 1 qui est le rapport relatif des deux économies. Le ministre signalera-t-il que les États-Unis sont déjà considérablement avantagés sur le plan commercial, et qu'il faudrait baser les négociations sur l'ensemble des produits au lieu d'utiliser l'ancien système où l'on discutait de chaque produit séparément, car nous finissons toujours par y perdre?

**M. Wise:** Monsieur le Président, à la Chambre comme à l'extérieur, je tiens à participer avec sincérité et honnêteté aux discussions concernant les négociations bilatérales sur le libre échange et plus particulièrement au sujet du secteur agricole. Je demande toutefois au député de comprendre que cela me pose quelques difficultés pour le moment, car les principaux porte-parole du gouvernement seront le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) et le ministre du Commerce international (M. Kelleher). Toutefois, si vous examinez les propos que j'ai tenus, vous verrez que je me suis dit satisfait du mécanisme et de la démarche adoptés. Si ces pourparlers ont lieu, nous aurons largement l'occasion de consulter les provinces et l'industrie. Je ne pense pas pouvoir en dire beaucoup plus pour le moment.

Comme je l'ai dit, il est parfois difficile de parler du secteur agricole en termes généraux. Beaucoup de gens pensent pouvoir faire des déclarations s'appliquant à toutes les denrées agricoles. C'est totalement contraire à la vérité. Il y a autant de différences entre certaines denrées agricoles qu'il peut y en avoir entre un produit alimentaire et une automobile ou un camion. Par conséquent, nous devons veiller à ce que tous ces facteurs entrent en ligne de compte. Le député a mentionné la différence d'échelle et il a parfaitement raison. Nous ne devons jamais oublier que les producteurs des États-Unis possèdent de nombreux avantages, trop nombreux pour que nous puissions les énumérer ici. En fait, cela pourrait fournir un sujet de débat intéressant. Quoi qu'il en soit, il est évident qu'ils peuvent remplacer 100 p. 100 de notre marché avec 10 p. 100 de leur.

**M. Benjamin:** Les choses ont toujours été ainsi. Cela n'a rien de nouveau.

**M. Wise:** C'est exact. N'oublions pas non plus que bien des doigts demeurent pointés dans notre direction pour nous accuser de subventionner généreusement nos produits agricoles. Le député voulait sans doute dire que si vous tenez compte de tous leurs programmes, et j'ai vu des études qui ont résisté à des examens et contre-examens, vous pourriez très bien conclure que les Américains subventionnent leur agriculture à 30 p. 100 alors que nous ne subventionnons la nôtre qu'à 12 p. 100 environ. Telles sont les choses que nous ne devons pas perdre de vue. Notre gouvernement tient à conclure une entente plus favorable pour les cultivateurs canadiens en leur permettant de pénétrer ce marché gigantesque et en éliminant ces causes de frictions qui créent toujours énormément de difficultés, particulièrement dans le cas de cette industrie.

**M. Vic Althouse (Humboldt-Lake Centre):** Monsieur le Président, je suis heureux de participer à ce débat. Des débats sur les questions agricoles lancés par l'opposition, nous n'en

avons qu'à peu près deux par an, et ceci est le premier débat d'opposition inscrit au *Feuilleton* de cet automne.

J'aimerais tout d'abord faire une très brève remarque sur l'exposé du ministre qui nous a permis d'obtenir quantité d'informations que nous ne sommes pas habitués à obtenir de lui. Il a fait un aveu qui me semble nouveau, et dont j'espère que le premier ministre (M. Mulroney) et d'autres ministres du cabinet aussi prendront bonne note. Le ministre a déclaré, pour la première fois je crois à la Chambre tout au moins, que le principal problème de l'agriculture n'était pas de trouver des marchés à approvisionner, mais que c'était que nous étions dans une période de marchés excédentaires. Il a souligné que c'était un phénomène d'ampleur planétaire, une constatation que notre parti avait déjà faite depuis un certain temps. Toutefois, il a profité de l'occasion pour faire une petite digression politique sur l'opposition officielle qui selon lui n'aurait pas encore admis cette situation. A la vérité, si elle ne l'a pas fait, c'est parce que cette prise de conscience ne s'est faite que lentement à travers le secteur agricole. La politique proposée par notre parti depuis un certain nombre d'années en a tenu compte, et j'y reviendrai un peu plus tard.

Si nous remontons à la dernière campagne électorale, il y a seulement 16 ou 18 mois, nous retrouvons le chef de file des ministres, l'actuel premier ministre, nous disant à Prince-Albert que s'il était élu, les Canadiens de l'Ouest pourraient s'attendre à voir progresser leurs exportations de 30 p. 100. Quand les journalistes se sont adressés au député d'Assiniboia (M. Gustafson), alors principal conseiller du chef de l'opposition et aujourd'hui secrétaire parlementaire du premier ministre, il s'est montré légèrement plus conservateur, si je peux m'exprimer ainsi. Il a déclaré qu'à son avis 25 p. 100 la première année serait plus raisonnable. Ma foi, on commence à se rendre compte de la situation et le ministre de l'Agriculture (M. Wise) a signalé enfin avec raison qu'il y a des excédents de produits agricoles sur les marchés mondiaux.

● (1440)

Notre principal client pour le blé jadis, la Grande-Bretagne, est devenue un de nos concurrents. Par l'intermédiaire du Marché commun, elle est maintenant exportatrice nette de blé. L'Inde qui était censée être particulièrement désavantagée en ce qui concerne la production alimentaire réussit à exporter depuis deux ou trois ans. On rapporte qu'elle pourrait exporter cette année un million de tonnes de blé. Bien que la population de la Chine dépasse le milliard, elle peut subvenir à ses besoins, même en ce qui concerne les céréales. Elle n'exportera pas cette année, mais elle pourrait le faire si elle voulait. Elle a décidé plutôt d'accumuler un surplus. Le seul marché important qui reste pour le blé canadien du côté du Pacifique est la Russie, le seul endroit qui ne produit pas assez de blé pour répondre à ses propres besoins alimentaires. Elle trouve moins coûteux et plus efficace d'acheter les céréales dont elle a besoin et de les acheminer par voie d'eau des ports de Prince-Rupert et de Vancouver à Vladivostok. C'est à peu près le seul débouché qui reste actuellement pour les céréales canadiennes. Cela change tout le tableau quand nous envisageons la vente de nos céréales.